

Procédures concernées par l'autorisation environnementale sollicitée

Ne sont pas compris dans le champ d'application du présent Cerfa, les projets visés au II de l'article L.181-2 du code de l'environnement.

Demande d'autorisation environnementale concernant :

- ☐ Une ou plusieurs installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à autorisation mentionnés au I de l'article L. 214-3 du code de l'environnement
- ☒ Une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation mentionnées à l'article L. 512-1 du code de l'environnement
- ☐ Un autre projet soumis à évaluation environnementale mentionné aux articles L. 181-1 et au II du L. 122-1-1 du code de l'environnement

Autres procédures concernées :

- ☒ Une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement mentionnées à l'article L. 181-2 du code de l'environnement
- ☒ Une ou plusieurs installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à déclaration mentionnés au II de l'article L. 214-3 du code de l'environnement
- ☒ Une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration mentionnées à l'article L. 181-2 du code de l'environnement, sauf si cette déclaration est réalisée à part
- ☐ Une activité, une installation, un ouvrage ou des travaux requérant une autorisation pour l'émission de gaz à effet de serre (au titre de l'article L. 229-6 du code de l'environnement)
- ☐ La modification de l'état des lieux ou de l'aspect d'une réserve naturelle (au titre des articles L. 332-6 et L. 332-9 du code de l'environnement)
- ☐ La modification de l'état des lieux ou de l'aspect d'un site classé ou en instance de classement (au titre des articles L. 341-7 et L. 341-10 du code de l'environnement)
- ☐ Une ou plusieurs activités, installations, ouvrages ou travaux requérant une dérogation « espèces et habitats protégés » (au titre de l'article L. 411-2 du code de l'environnement)
- ☐ Une ou plusieurs activités, installations, ouvrages ou travaux pouvant faire l'objet d'une absence d'opposition au titre du régime d'évaluation des incidences Natura 2000 (au titre de l'article L414-4 du code de l'environnement)
- ☐ Un dossier agrément OGM (au titre de l'article L. 532-3 du code de l'environnement)
- ☐ Un dossier agrément déchets (au titre de l'article L. 541-22 du code de l'environnement)
- ☐ Une installation de production d'électricité requérant une autorisation d'exploiter (au titre de l'article L. 311-1 du code de l'énergie)
- ☐ Une activité, une installation, un ouvrage ou des travaux requérant une autorisation de défrichement (au titre des articles L. 214-13 et L.341-3 du code forestier)
- ☐ Une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent (au titre des articles L. 5111-1-6, L. 5112-2, L. 5114-2, L. 5113-1 du code de la défense, L. 54 du code des postes et des communications électroniques, L. 621-32 et L. 632-1 du code du patrimoine, L. 6352-1 du code des transports)

Informations générales sur le projet

2.1 Nature de l'objet de la demande

Nouveau projet activité, installation ouvrage ou travaux ☐

Extension/Modification substantielle¹ ☒

2.2 Adresse du projet

N° voie

Type de voie

Nom de la voie Aux sentiers d'Etelfay

Lieu-dit ou BP

Code postal

80500

Localité FAVEROLLES

¹ Modifications substantielles d'une AIOT existante conformément à l'article R.181-46 du code de l'environnement. Le présent formulaire portera sur les modifications envisagées ainsi que leurs interactions avec les installations déjà existantes.

2.3 Pour un projet terrestre, précisez les références cadastrales :

[illegible]

2.4 Pour un projet maritime ou fluvial, précisez les références géographiques :

[illegible]

2.5 Certificat de projet éventuellement délivré

Avez-vous demandé un certificat de projet ?

Oui ☐ Non ☒

Si oui, précisez le numéro d'enregistrement du certificat de projet n°

Identification du demandeur (remplir le 3.1.a pour un particulier, remplir le 3.1.b pour une entreprise)

S'agissant d'un projet IOTA (1° de l'article L. 181-1), nombre de pétitionnaires : 2

3.1.a Personne physique (vous êtes un particulier) :

Madame ☐ Monsieur ☐

Nom, prénom

Date de naissance

Lieu de naissance

Pays

3.1.b Personne morale (vous êtes une entreprise)

Dénomination DAILYCER FRANCE

Raison sociale DAILYCER FRANCE

N° SIRET 32738930000028

Forme juridique SAS

3.2 Adresse

N° voie	Type de voie	Nom de voie	Aux Sentiers d'Etelfay
		Lieu-dit ou BP	
Code postal	80500	Localité	FAVEROLLES
Si le demandeur habite à l'étranger	Pays	FRANCE	Province/Région
N° de téléphone	03.22.78.77.00	Adresse électronique	
3.3 Référent en charge du dossier représentant le pétitionnaire		Madame	<input type="checkbox"/>
		Monsieur	<input type="checkbox"/>
Cocher la case si coordonnées identiques que celles du pétitionnaire (3.1)			
Nom, prénom		Raison sociale	
Service		Fonction	
Adresse			
N° voie	Type de voie	Nom de voie	
		Lieu-dit ou BP	
Code postal		Localité	
N° de téléphone		Adresse électronique	

Informations obligatoires sur le projet

4.1.1 Description de l'AIOT envisagée, de ses modalités d'exécution et de fonctionnement, des procédés de mise en œuvre, notamment sa nature et son volume [cf projets tels que définis à l'article L.181-1 du code de l'environnement].

L'activité de l'entreprise Dailycer France concerne la production et le stockage de céréales pour le petit déjeuner. Le projet prévoit l'extension de la zone de production permettant une réorganisation spatiale d'une partie des activités et la création d'un nouveau bâtiment de stockage automatisé de grande hauteur (Transtockeur). Le projet est entièrement localisé sur le territoire communal de Faverolles dans le département de la Somme (80), bordé en limite nord par la limite communale d'Etelfay.

Le projet comprend la création d'une surface plancher de l'ordre de 15 900 m² :

- La construction d'un bâtiment de stockage de grande hauteur sec et automatisé et ses locaux associés, à l'emplacement actuel d'un parking VL, d'un bâtiment administratif et d'espaces verts;
- La construction d'un bassin de tamponnement des eaux pluviales et confinement eaux d'extinction (2910 m³), d'un bassin d'infiltration des eaux pluviales (1135 m²)
- L'extension du bâtiment de production sur l'emprise actuelle du site : zone de conditionnement et contrôle manuel, sans augmentation de la production du site ; Surface nouveaux bâtiments : 14 753 m².
- La démolition d'une partie des bâtiments ;
- Le déplacement du parking VL ; la création de voiries au nord et au sud du TK.
- L'acquisition du site voisin Nutrimaine (en cours de cessation d'activité) pour l'utilisation d'une partie des bâtiments pour des activités autres que stockage ou production.
- L'acquisition auprès de la mairie de Faverolles d'une bande de terrain au sud du site Nutrimaine.

4.1.2. Description des moyens de suivi et de surveillance :

Suivi des rejets aqueux d'eau pluviale à une fréquence annuelle.

Traitement des eaux pluviales de voirie par un séparateur hydrocarbures : les rejets seront contrôlés et évacués le séparateur curé régulièrement à minima une fois par an.

Le fonctionnement des vannes sur les réseaux EP pour la rétention des eaux d'incendie ou les pollutions accidentelles sur le site seront vérifiées régulièrement à minima une fois par an.

Un contrôle visuel régulier permettra de vérifier l'étanchéité du bassin de rétention.

Contrôle périodique des équipements de sécurité (poteaux, sprinklage mensuel, RIA, poteaux incendie, lanterneaux de désenfumage)

4.1.3. Description des moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident ainsi que les conditions de remise en état du site après exploitation et, le cas échéant, la nature, l'origine et le volume des eaux utilisées ou affectées :

Rétentions : Les produits liquides d'entretien susceptibles de se répandre seront stockés dans des récipients sur rétention.

Imperméabilisation : Le sol des locaux sera en béton, des infiltrations dans le sol seront peu probables à ce niveau. Toutes les voies de circulation seront imperméabilisées.

Le besoin en eaux d'incendie est estimé à 480 m3 pour une durée de 2 heures, soit 240 m3/h. Quatre poteaux incendie seront implantés sur le site à moins de 100 m du bâtiment de grande hauteur, présentant chacun un débit de 60 m3/h. Ces poteaux seront alimentés par une cuve de 680 m3 équipée d'un surpresseur.

Rétention des eaux d'extinction ou de pollution accidentelle : En cas d'extinction d'un éventuel incendie du bâtiment de stockage de grande hauteur ou de l'extension de la production, les eaux d'incendie seront susceptibles de collecter des produits de décomposition. De ce fait, elles pourraient se charger en produits polluants. Le volume d'eaux d'extinction à mettre en rétention et lié au projet est estimé à 1830 m3 (D9A).

Les eaux seront collectées par un bassin étanche d'une capacité utile de 2910 m3 (mutualisé bassin tamponnement eaux pluviales).

Dans le cas de l'incendie du transtockeur, cette rétention sera assurée dans le bassin étanche créé et en partie dans le bâtiment par la mise en place de ressauts de 2,5 cm au niveau des portes des cellules de grande hauteur. Le volume d'eau stocké dans le bâtiment sera de 180 m3. Dans le cas de l'incendie de l'extension de la production, la rétention sera assurée dans le bassin étanche créé, dans le réseau d'eaux usées industrielles et le bassin de décantation existant du site : volume libre de 500 m3. Une consigne de sécurité spécifique détaillera les modes de fonctionnement et de Maintenance des vannes d'obturation et de la pompe de relevage entre le bassin étanche et le bassin d'infiltration.

Formation du personnel : Le personnel sera sensibilisé aux risques qui pourraient être engendrés par un déversement de produits.

Consignes : Des consignes seront affichées sur le site et seront à la disposition du personnel. Ces consignes préciseront la conduite à tenir en cas de déversement ou d'incendie.

La société DAILYCER FRANCE s'engage à effectuer la remise en état du sol et du site, en cas de cessation d'activité et sous réserve que la destination des terrains ne soit pas remise en cause par une future modification du PLU et ce pour un usage industriel. Dans l'éventualité où l'exploitation prendrait fin, une étude et une campagne de prélèvements seraient mises en place.

4.2.1 Activité IOTA

Précisez la ou les rubrique(s) de la nomenclature « loi sur l'eau » dans laquelle ou lesquelles l'installation, l'ouvrage, les travaux ou les activités doivent être rangés :

Numéro des rubriques concernées	Libellés des rubriques	Désignation des seuils ou critères dans lesquels s'inscrit l'IOTA	Régime

